

TOUJOURS MOINS DE TRANSPARENCE A L'OPH DE JOINVILLE

L'Office Public de l'Habitat (OPH) de Joinville-le-Pont gère 10 résidences et plus de 1400 logements sociaux en location ; il fait aussi office de syndic pour les 5 résidences où cohabitent locataires et copropriétaires.

La flambée des prix de l'immobilier a fait gonfler sa **liste d'attente, qui compte aux alentours de 900 noms**. Dans un contexte de pénurie, l'équité devrait être une exigence morale. Alors que la Ville de Paris met en place une grille de critères objectifs pour gérer les attributions de logements et un portail Internet dédié, la Municipalité d'Olivier Dosne vient de refermer plus encore sa Commission d'Attribution des Logements.

La reprise en main est manifeste. L'ancienne Présidente de l'OPH, Chantal Durand, n'a même pas été désignée au Conseil d'Administration ! A la place, le Conseil Municipal du 7 avril 2014 a nommé 6 élus, tous de la majorité municipale : le maire Olivier Dosne bien sur, et MM. Francis Sellam (maire-adjoint aux Finances et au Logement), Jean-Jacques Gressier, Jean-Marie Platet, Stephan Silvestre, ainsi que Mme Isabelle Cona (et vive la parité !).

Aucun risque n'a été pris dans la désignation des administrateurs non élus : pour représenter les associations d'insertion, on a pris la Croix-Rouge et sa présidente locale, Mme Marchadier (épouse d'un maire-adjoint), pour représenter les communes voisines, on a pris un maire-adjoint de Maisons-Alfort et conseiller général UMP, M. Olivier Capitano, et comme personnalités qualifiées, on a nommé une fonctionnaire retraitée de la Ville de Paris, Mme Marie-Lucie Lombes, et le responsable d'une association locale de férus d'histoire, très proche du maire, M. Daniel Tudeau. Notre proposition de désigner un représentant de l'association Solidarités Nouvelles pour le Logement (SNL) a été écartée avec mépris.

Ces administrateurs désignés par le Conseil Municipal ont été rejoints par les représentants des locataires, les valeureux MM. André Dunet, Henri Mosso et Jacky Lecocq (CNL), par la représentante de la Caisse des Allocations Familiales (Elisabeth Chamboredon), par la représentante des associations familiales, Marie-Paule De Fabrègues (ainsi sortie par la porte et revenue par la fenêtre), ainsi que par un représentant du premier syndicat du département, M. Jean-Louis Michel (CGT), et par une représentante des employeurs, Mme Catherine Fichet (Logeo).

Peu de changements en apparence, sauf le renouvellement des élus. Mais le maire est maintenant président en titre, le premier Conseil d'administration, le 22 mai, ayant désigné Francis Sellam comme vice-président, épaulé au bureau de MM. Gressier et Platet, et de M. Dunet. Comme la confiance règne, **un audit financier a été commandé sur la gestion passée de Chantal Durand !**

C'est surtout au niveau de la Commission d'attribution des logements que le verrouillage se manifeste. Hormis le représentant des locataires, M. Dunet, toutes les personnalités susceptibles d'un regard un peu libre, comme la représentante de la CAF, ont été écartées, et c'est M. Jean-Marie Platet qui en a été nominalement désigné président.

Les demandes de rendez-vous à notre bon maire, pour lui quémander un logement, vont donc se poursuivre. Et il vaudra mieux à cette occasion montrer qu'on est bien-pensant : ça peut vraiment aider !

Cela s'appelle la féodalité, non la démocratie, et c'est l'un des fruits amers des dernières Municipales...